

BUREAUX : RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr. ; six mois, 23 fr. ; un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr. ; six mois, 27 fr. ; un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne Réclames : 25 centimes — On traite à forfait.

# JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; à Lille, chez M. Béglin, libraire, rue Grand-Chaussée; à Paris, chez M. Havas, Laffitte-Bullier, 4, rue de la Bourse; à Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 45, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 30, 5 11, 6 45, 7 33, 8 32, 9 33, 11 41, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 43, 10 22, 11 35. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 00, 5 20, 6 55, 7 55, 9 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 43, 4 42, 5 49, 7 02, 9 00.

BOURSE DE PARIS	
DU 18 MARS	
3 0/0.....	59 60
4 1/2.....	85 00
Emprunt 1872 (5 0/0)	94 50
Emprunt 1871.....	94 55
DU 19 MARS	
3 0/0.....	59 65
4 1/2.....	85 75
Emprunt 1872 (5 0/0)	94 55
Emprunt 1871.....	94 55

ROUBAIX, 19 MARS 1874

## BULLETIN DU JOUR

L'Assemblée nationale a donné hier un nouveau vote de confiance au ministère, en adoptant par 380 voix contre 318 l'ordre du jour pur et simple, sur l'interpellation Lepère-Gambetta. Une fois de plus, la droite a prêté son appui au gouvernement. Elle a fait preuve ainsi d'un grand sens politique. Pourquoi ce groupe provoquerait-il la chute du ministère, quand on peut craindre qu'en tombant il nous légua une crise gouvernementale et peut-être n'entraîne avec lui la dernière espérance d'une restauration royaliste.

Nous savons que des royalistes ne voient pas ainsi les choses, et espèrent moins et merveilles d'une crise provoquée par eux. Ils s'imaginent que la royauté peut surgir d'un dilemme hardiment posé : dissolution ou restauration. Quant on croit ces choses, on désarme la contradiction, et l'on montre que l'on a trop peu de scrupules et que l'on ne connaît pas l'état du pays. Provoquer sciemment une crise où la destinée même de la France court des risques, et d'où l'Empire peut sortir soudainement, c'est affaire aux politiques qui se nourrissent de rêves, et qui, trop occupés d'accuser les pensées et les intentions d'autrui, n'ont plus le temps d'étudier les faits et de s'examiner soi-même.

Mais la politique de la Droite doit être tout autre : il ne faut pas qu'on puisse croire que, fatiguée des clameurs d'un faux zèle, elle veut aussi se faire applaudir des violents, commettant ainsi la faute que commet sans cesse la Gauche, faute à laquelle on doit les noms les plus sévères.

Si le Ministère, disait hier le Monde, reste fidèle, la Droite lui doit son appui; et au lieu d'engager sans raison une question de principe dans les étroites défilés d'une interpellation, elle attendra la discussion des lois constitutionnelles, et là, à une heure propice, sur un terrain large et choisi par elle, la Droite, après avoir fait tout effort pour assurer l'union de la Majorité, pour dissiper les malentendus et apaiser les dissentiments, exposera de nouveau les conditions de salut que nous apporterait la monarchie légitime, et le devoir de rendre à la France l'instrument nécessaire de sa vie nationale et de sa grandeur. Si la Droite est alors battue, elle pourra au moins se rendre cette justice d'avoir tout fait avec prudence et fermeté pour rendre la royauté à la France, sans jamais oublier les devoirs permanents du patriotisme et de l'honneur. Elle se retirera sur le terrain même de ses principes, où elle pourra attendre avec confiance les jugements de l'avenir, et où peut-être un jour la France, enfin éclairée, ira la rejoindre.

Les candidatures continuent à se produire dans la Gironde. Les électeurs républicains du canton de Carbon-Blanc se sont réunis au chef-lieu des dix-huit communes du canton, et ont procédé à la composition d'un comité électoral.

Après une courte discussion, ce qui est étonnant pour des républicains, toute candidature prise hors du département a été écartée, et celle d'un maire révoqué a été spécialement recommandée. En cas de renonciation à cette candidature, celle de M. Roudier, conseiller général et radical d'une nuance très accentuée, a été adoptée à l'unanimité. Toutefois le comité a réservé à ses délégués leur liberté d'action tout entière.

Dans le canton de Coutras, les délégués communaux, au nombre de trente, se sont réunis également, et après l'examen de diverses candidatures, ils ont décidé qu'ils patronneraient la candidature de M. Lalanne, conseiller général, l'un des maires de la Gironde, tombé des premiers sous le coup de la loi. Mais le comité a déclaré que, dans le cas où la candidature de M. Roudier, déjà nommé, présenterait des chances de succès plus grandes que celles de ses concurrents, toutes les voix se porteraient sur elle.

Il y a donc lieu de croire que l'unanimité la plus touchante réunira les suffrages du congrès de la ligue électorale républicaine sur la tête imposante de M. Roudier, radical quoique propriétaire.

Quant aux républicains de la Haute-Marne, ils se sont réunis au nombre de 236, à Chaumont, et ont acclamé comme candidat M. Danelle-Bernardin, maître de forges, conseiller général. M. de Lespérut fils, candidat conservateur, s'appare à lutter vigoureusement contre M. Danelle, qui a vu avec mélancolie M. de Lespérut père lui passer régulièrement sur le corps à toutes les élections, pendant bien longtemps.

L'intérêt aujourd'hui se concentre à Chislehurst. Nous ne voulons pas grossir l'importance numérique de la démonstration; mais son importance politique ne peut pas être contestée. Un de nos correspondants, qui n'était certes pas disposé à oublier des visiteurs dans son dénombrement, n'évalue pas leur nombre à plus de 6 000. Par rapport à dix millions d'électeurs, c'est peu. Mais cette partie de la France qui s'était rendue à Londres, c'était la France gouvernante, et non pas la France gouvernée. C'étaient un ou plusieurs ministères, un Conseil-d'Etat en formation, un régiment de préfets disposés à rendre de nouveaux services, bref un gouvernement tout prêt, qui frappe à la porte et n'attend qu'une occasion pour entrer.

Or, si tant de gens qui ne paraissent pas avoir renoncé à la vie politique donnent à un prince en exil de pareilles marques de sympathie, c'est qu'ils voient en lui non-seulement le pouvoir de la veille, mais celui du lendemain. La bonté de leur cœur ne suffirait pas à expliquer ces compromettantes démarches, et c'est là ce qui donne à la journée d'hier un caractère politique que ses auteurs n'ont pas cherché à lui enlever.

Tous ceux qui, chez nous, professent l'indifférence politique, et le nombre en est considérable, assistent avec étonnement à cette réapparition si prompte d'un parti dont on aurait cru l'éclipse plus longue. Cela console le peuple de la fragilité de ses gouvernements, d'en sentir un de rechange. Mais ce qui est plus étonnant, c'est que les autres partis se sentent aussi et qu'ils n'en deviennent pas plus sages. La perspective du danger, le sentiment profond des besoins du pays, ne parviennent pas à arracher à leur apathie, à leurs susceptibilités, à leur timidité, une politique nette, agissante, et qui marche sans distinction vers son but. Ils usent leurs forces et notre patience en de stériles combats de tribune, et en agissant ainsi, ils font plus que préparer l'Empire. Ils le méritent.

Au moment où quelques milliers de bonapartistes se réunissent à Chislehurst pour fêter le 18<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'Empereur de la France, la Gazette de France publie quelques dépêches échangées entre l'armée et l'administration de la guerre en 1870 :

Intendant général à l'administration guerre, Paris.  
Il n'y a à Metz, ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, ni sel, peu de lard et de biscuit. Envoyez d'urgence...

Intendant 6<sup>e</sup> corps à la guerre, 8 août 1870.  
Je reçois de l'intendant en chef de l'armée du Rhin la demande de 400,000 rations de biscuits et vivres de campagne. Je n'en ai pas une ration...

Maréchal Canrobert à la guerre, Paris, 10 août.  
Je continue à n'avoir ni marmites ni gamelles; blessés et malades sont dépourvus de tout. N'avons ni sacs de couchage, ni assez de chemises, ni assez de chaussures.

Général Michel à la guerre, Belfort, 21 juillet.  
Suis arrivé à Belfort; pas trouvé ma brigade; pas trouvé général de division. Que dois-je faire? Sais pas où sont mes régiments.

Il n'y a pas encore quatre ans que cela est passé, et suivant les prophètes du parti, la France mourra si elle ne se jette dans les bras du prince impérial.

A propos toujours de la mémorable journée du 16 mars 1874, le Gaulois est atteint d'un accès de lyrisme aigu qui lui fait voir et dire de fort drôles de choses. Nous cueillons ça et là dans sa correspondance. On est à Camden-Place : Les bureaux sont littéralement pris d'assaut par la foule, et cet enthousiasme

rappele les fameux enrôlements volontaires de 1792, si bien décrits par M. Thiers dans son Histoire de la Révolution française. C'est un début épique, et bien qu'il soit assez malaisé de s'imaginer l'avalogie existant entre une masse de curieux et la foule de volontaires en question, il faut beaucoup pardonner à l'auteur de cette comparaison, parce qu'il l'aime beaucoup, et du moins il en a-tout à fait l'air. Ces quelques lignes peuvent cependant passer pour de la réalité; plus loin nous tombons dans la légende : Il a fait un soleil splendide : le soleil des Napoléons, comme l'appellent nos paysans. A cette époque de l'année, c'est regardé comme un prodige par tous les Anglais, qui ne se souviennent pas d'une journée pareille. Le soleil d'Austerlitz, ni plus ni moins qui reparait au bout de 69 ans, sur un simple coup de baguette. Il n'y a pas à dire non, et les Anglais, peuple essentiellement positif et doué de mémoire, ne se rappellent pas en avoir vu de pareil. En tout cas, ils doivent avoir au Prince une gratitude sincère; car enfin, si au lieu de choisir la résidence de Chislehurst, il fut allé s'établir dans toute autre contrée de l'Europe où vous voudrez, en Suède, par exemple, dans les environs de la capitale, c'est Stockholm qui aurait joui du beau soleil du 16 Mars qui a fait sortir tant de hurrah des poitrines anglaises. Nous n'exagérons rien; exemple : Le cortège se frayait difficilement un passage au milieu d'une foule dont l'enthousiasme est, je vous le jure, indescriptible. C'est l'enthousiasme anglais avec les hurrahs, les cris frénétiques, les chapeaux en l'air. Rien ne peut donner une idée de ce spectacle. Rien, rien, rien. Cela ne s'est jamais vu, et à la place de la reine Victoria, je tremblais joliment sur mon trône, en voyant ainsi se ruér, sur le passage d'un prince étranger, la foule d'un peuple qui, jadis, envoyait gaillardement le grand-oncle en villégiature à Sainte-Hélène. Ce jour-là, il n'y avait pas de soleil, ou du moins l'histoire ne le dit pas. Le Gaulois a des notes plus justes et surtout plus amusantes, quand il veut bien descendre de son olympus britannique et mettre en jeu les personnalités des simples mortels qui s'agitent dans notre triste pays de France où le soleil fatigué ne se lève pas tous les jours. Hier, c'était M. Lepetit, le nouveau député de la Haute-Vienne, qui lui servait de cible. M. Lepetit a dîné hier chez M. Thiers, à l'hôtel Bagration. On a même eu quelque peine à lui procurer une place en rapport avec sa profession de foi. L'honorable député de la Haute-Vienne n'a pas voulu s'asseoir ailleurs que derrière son chef de file. Et il a fallu lui dresser contre le dos du fauteuil de l'amphytrion une petite table sur laquelle on l'a servi postérieurement.

Le Figaro raconte que la veille de la manifestation, M. Regnier, le mystérieux négociateur qui s'est si lestement dérobé à tous les débats du procès Bazaine, s'est présenté à Camden-House pour solliciter une carte d'entrée. On s'imaginait difficilement une pareille audace; le fait est exact cependant, et le Figaro ajoute que ce triste personnage s'est retiré au milieu des marques non équivoques du mépris général. S'il avait toujours été accueilli de cette façon !

LE 18 MARS.  
Il y a trois ans !... A neuf heures et demie du matin, une masse de gardes nationaux auxquels M. Jules Favre avait laissé leurs armes, et un bataillon du 88<sup>e</sup> de marche entraîné par la « fraternisation » avec le peuple des émeutes, s'avancait sur le boulevard Clichy vers la place Pigalle.

Un capitaine de chasseurs d'Afrique qui commandait un détachement chargé de protéger de rares mitrailleuses était à cheval, immobile, au bas de la rue Houdon. Un coup de feu partit du milieu de la foule qui s'avancait. Frappé en plein corps, le capitaine étendit les deux bras, et, laissant échapper son sabre, qui tomba sur le pavé, il roula à terre, pendant que son cheval effrayé s'enfuyait.

Cet officier fut la première victime du 18 mars; son cadavre resta là, étendu sur la place, dans un espace vide, entre les troupes qui battaient en retraite et la masse des fédérés qui, embusqués sur le boulevard, derrière les baraques du siège, jirigeait sur les soldats et les gendarmes un feu de tirailleurs.

La guerre civile était commencée; la Commune débutait aux cris de : « Vive la République ! » Nous avions sous les yeux ce spectacle horrible : ces hommes à figures sinistres, revêtus de leurs capotes de gardes nationaux, se servant, pour tirer sur les Français de ces mêmes chassepots qu'ils

avaient réclamés pour combattre les Prussiens.

Le jour même eut lieu l'assassinat des deux généraux, rue des Rosiers, et le soir même, M. Thiers, protégé par toute la gendarmerie qu'il avait pu réunir, s'enfuyait à Versailles, abandonnant à l'émeute triomphante non-seulement Paris, mais encore le Mont-Valérien, dont les révoltés négligèrent heureusement de s'emparer.

Le 18 mars est le produit naturel du 4 septembre; il en fut la conséquence logique et l'épanouissement. C'est une date qu'il faut inscrire sans hésiter au compte de la République et des républicains.

Nous avons porté bien des fois contre les gouvernants de septembre 1870 et de février 1871, réunis alors en un seul et même gouvernement une accusation de la plus haute gravité. Nous avons toujours dit : — Ils ont vu pendant tout le siège la fédération révolutionnaire s'armer, s'organiser, se préparer; ils ont vu ensuite l'affaire des canons de Montmartre s'aggraver, se compliquer chaque jour, et au lieu de prévenir, dès le début, tout ce qu'on voyait se préparer, ils ont attendu que la révolution se fût rendue inexpugnable pour engager contre elle un simulacre de combat.

Toutes les personnes qui ont habité Paris pendant le siège et pendant les deux mois suivants peuvent attester que cette accusation est rigoureusement conforme à la vérité. Nous défions les intéressés eux-mêmes de nous opposer le moindre démenti.

Et qu'on ne s'y trompe pas : ceci n'est pas une imputation qui s'est produite après les événements; il ne s'agit pas d'une prophétie après coup. Les gouvernants de 1870-1871 ont vu, comme nous, avancer l'orage; quand nous le montrions à l'horizon, ils rectifiaient nos nouvelles alarmantes par des dépêches mensongères. Enfin, quand nous annoncions la vérité, ils endormaient l'Assemblée de Bordeaux dans une sécurité trompeuse, par des télégrammes aussi officiels que contraires à la vérité.

L'événement vient prouver, le 18 mars qui de nous ou des ministres avait trompé le pays.

Le 26 février 1871, la multitude, ivre de vin et de républicanisme, noyait et assassinait le brigadier Vincenzini.

Peu de jours après, les fédérés forçaient et pillaient les armes au poste des Gobelins. Nous poussions le cri d'alarme. Que faisait le gouvernement? Il protestait dans le Journal officiel, rien de plus.

Le 1<sup>er</sup> mars, un ordre du jour du commandant supérieur des troupes de Paris commençait ainsi : — « Le rappel a été, cette nuit, battu sans ordre. Quelques bataillons, trompés pour la plupart, ont pris les armes et ont servi, à leur insu, un coupable dessein. — Ne voit-on pas déjà venir le 18 mars? — Dès le 5 mars 1871, la Patrie disait : « En ce moment, il nous semble que l'énergie du gouvernement fléchit sous le poids de certaines considérations qui ressemblent fort à des appréhensions..... Tout le monde sait à quels ennemis on a affaire et quels moyens on doit employer pour les réduire. Vous avez devant vous les hommes du 31 octobre et du 22 janvier; vous ne pouvez donc avoir d'illusion ni sur le but qu'ils poursuivent, ni sur les mobiles qui les poussent. »

C'était démontrer clairement, quinze jours d'avance, ce qui allait se passer. Sait-on ce que nous répondaient les gouvernants du 4 septembre? Ils nous faisaient accuser par leurs journaux officiels « d'alarmer le pays et de tromper l'Assemblée. » Très peu émus de cette incrimination, nous continuâmes chaque jour, sans relâche, à dire bien haut la vérité. Le 7 mars, la Patrie devenait plus affirmative encore. Elle publiait ces lignes : — « Il est évident qu'il se prépare quelque chose comme une revanche du 31 octobre et du 22 janvier, dans des conditions tout à fait formidables. » Etait-ce clair? Davant des affirmations aussi positives et un danger croissant, que faisaient les gouvernants républicains du 4 septembre? Ils rassuraient le public par des notes officieuses et des dépêches officielles.

Le 8 mars, le ministre nous faisait répondre par une note de l'Electeur libre, ainsi conçue : « On se fait, paraît-il, à Bordeaux, sur la foi de nous ne savons quelles

nouvelles, une idée tout à fait étrange de la situation de Paris, Paris, qui précisément n'a jamais été plus paisible, plus absolument tranquille qu'en ce moment... »

Ce journal, on le sait, était rédigé par le frère de M. Picard, ministre de l'intérieur. Un tel démenti, donné en des termes aussi formels, souleva, on le pense bien, des protestations énergiques de notre part. Dans tous les numéros suivants de la Patrie nous ne cessâmes d'affirmer que l'explosion était proche. Le 18 mars vint malheureusement nous donner raison.

La complicité morale des gouvernants du 4 septembre était évidente. Elle existait dans leur parti pris de ne rien voir, de ne rien empêcher et de tout nier. La République ne pouvait, en réalité, faire obstacle à sa propre conséquence.

Il importe que le pays connaisse des faits aussi graves, et si nous les rappelons aujourd'hui, c'est qu'il est essentiel de ne les oublier jamais.

Il faut que les gens du 4 septembre aient leur part dans la responsabilité de cette révolution sauvage et ruineuse. Il faut qu'on se souvienne qu'ils ont été les promoteurs et les complaisants de ceux qui ont commis tant de crimes et accumulé tant de ruines.

Les victimes égorgées, les maisons pillées et incendiées, les monuments détruits, quelle légende de barbarie et d'horreur !...

Les pertes matérielles furent immenses, et personne n'a pu évaluer exactement ce que la démagogie républicaine a coûté à Paris.

Que serait-ce donc, s'il fallait évaluer les milliards qu'ils ont coûté à la France par l'atteinte portée à son crédit? (Patrie)

## CHRONIQUE

On sait que M. H. Vinay, député de la Haute-Loire, entretient depuis quelque temps avec la République française une correspondance des plus curieuses; comme l'honorable représentant ne veut rien devoir à l'obligeance de la feuille radicale, il lui adresse toutes ses lettres par ministère d'huissier.

La dernière lettre est consacrée à mettre en lumière les preuves de patriotisme que les coryphées de la république ont données pendant la guerre franco-allemande.

Le maire du Puy était accusé d'avoir entravé la défense nationale :

« Vraiment, répond-il, vous me l'avez donné belle dans cette polémique, et pour ne pas riposter il eût fallu, vraiment, que je fusse bien désireux de vous ménager. »

« Que faisiez-vous alors vos jeunes et ardents républicains de la Haute-Loire, qui personifiaient, aux yeux des populations, le gouvernement du 4 septembre en province? »

« Jeunes, robustes, écolibataires, appelés par leur âge sous les drapeaux, ils se présentaient dans les hautes fonctions administratives et judiciaires du département qu'ils avaient soigneusement accaparés. Se mettre à l'abri, élarger au budget, exciter leurs compatriotes au combat, telle fut, en trois mots, leur manière de comprendre la défense nationale. »

On fit même une chanson la dessus. Par discrétion, M. Vinay se borne à citer trois couplets de cette ode qu'on appela la Mar-seillaise des réfractaires :

Aller, enfants de la patrie,  
Le jour de gloire est arrivé,  
Contre nous de la Germanie  
L'étendard sanglant est levé (bis).  
Pleins d'une ardeur patriotique,  
Quand vous marcherez aux combats,  
En nous gardant des coryzas  
Nous garderons la République.

Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons !  
Marchez (bis), sur vos foyers sans crainte  
[nous veillons !]

Ah ! chers amis, qu'il nous en coûte  
De ne pas voler dans vos rangs,  
De ne pas suivre cette route  
Qui vous reverra triomphants (bis).  
Requis de toutes les manières,  
Aux préfetures, aux parquets,  
Croyez qu'au bruit de vos hauts faits  
Frémiront nos âmes guerrières.  
Aux armes, citoyens ! etc.

Nous entrerons dans la carrière  
Quand les Prussiens n'y seront plus.  
Vous aurez mordu la poussière,  
Mais nous chanterons vos vertus (bis).  
Autour de vos blancs mausolées  
On nous verra verser un pleur,  
Et nous aurons le doux bonheur  
De consoler vos fiancées.  
Aux armes, citoyens ! etc.

M. de Bismarck est entré en pleine voie de guérison. Son indisposition aura coïncidé avec les diverses nouvelles gênantes pour sa politique qui ont signalé ces derniers jours. L'assurance de dispositions meilleures de la part du parlement, et l'hypothèse que l'al-